



Devenir micro-entrepreneur (auto-entrepreneur)

Vérfifié le 01 janvier 2021 - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre)

Vous pouvez choisir le statut d'auto-entrepreneur si vous êtes travailleur indépendant. Vous devez choisir le statut juridique de *'E'* ou de l'EIRL () et respecter un seuil de chiffre d'affaires. Vos démarches sont simplifiées. Ce statut vous permet de cumuler des activités de nature différente (commerciale, artisanale et/ou libérale) et de travailler en parallèle d'une activité principale : salarié, demandeur d'emploi, agriculteur, fonctionnaire, retraité, étudiant.

Conditions préalables

Vous pouvez devenir auto-entrepreneur à condition d'exercer en tant que **travailleur indépendant** sous le statut de ***'entreprise individuelle'*** (EI ou EIRL ()).

Vous ne pouvez donc pas être auto-entrepreneur en tant que gérant d'une société (SA (), SARL (), SAS (), etc.).

Si vous êtes commerçant ou artisan, vous devez être **immatriculé** (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R39317>) au RCS () ou au RM ()).

- Si vous débutez votre activité, vous êtes automatiquement immatriculé lors de votre **déclaration d'activité** (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23264>).
- Si vous êtes déjà en activité, vous devez vous immatriculer en remplissant le formulaire **cerfa no15260** (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R39317>).

Choix préalables

Donner un nom à votre entreprise

Vous devez donner une **dénomination sociale** (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23283>) (appelée aussi *raison sociale*) à votre auto-entreprise.

Domiciliation de votre entreprise

Vous devez **domicilier votre activité** (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F2160>). Vous pouvez l'inscrire à l'adresse de votre domicile personnel à condition de souscrire une **assurance professionnelle**. (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23668>)

Statut juridique de votre entreprise

Vous devez choisir entre les 3 statuts juridiques suivants : *EI (entreprise individuelle)*, EIRL () ou EURL ()).

Vous formulez votre choix dans votre **déclaration d'activité** (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23264>).

Paiement de vos cotisations sociales

Vous devez choisir de payer vos cotisations tous les mois ou tous les trimestres.

Vous formulez votre choix dans votre **déclaration d'activité** (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23264>).

Mode de prélèvement de vos impôts

Le prélèvement à la source (PAS) est le système qui s'applique automatiquement. Si vous le souhaitez, vous pouvez choisir un autre système : le VLF (versement libératoire forfaitaire).

Prélèvement à la source (PAS)

- Vous payez un acompte d'impôt le 15 de chaque mois ou chaque trimestre (optionnel).
- Vous avez droit à une régularisation l'année suivante en fonction de vos revenus réels.
- Vous êtes remboursé en cas de trop-perçu par l'administration fiscale.

Versement libératoire forfaitaire (VLF)

- Vous payez automatiquement en même temps que vous déclarez vos cotisations sociales. Vous déclarez vos cotisations à l'Urssaf qui transmet pour vous à l'administration fiscale. Le paiement de vos impôts a donc lieu au fur et à mesure de vos déclarations par trimestre ou mensuellement.
- En cas de trop-perçu, vous ne serez pas remboursé.
- Le VLF est réservé aux auto-entrepreneurs dont **le revenu fiscal de référence (RFR)** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F13216>) du foyer, lors de l'avant-dernière année (année N - 2) n'excède pas un certain seuil pour une part de quotient familial.
- Ce montant est majoré de 50 % par demi-part ou de 25 % par quart de part supplémentaire.

Le montant de l'impôt payé par VLF est calculé selon les taux suivants par rapport à votre CA (hors taxe) mensuel ou trimestriel :

- 1 % pour les entreprises de vente ou de fourniture de logement (BIC)
- 1,7 % pour les prestations de service (BIC et BNC)
- 2,2 % au titre des bénéficiaires non commerciaux (BNC)

Exemple : pour bénéficier du VLF en 2021, le revenu fiscal de référence (RFR) de l'année 2019 doit être inférieur à 25 710 € pour chaque part de quotient familial (dans le cas d'une personne seule).

▲ **Attention** : le revenu fiscal de référence (RFR) (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F13216>) évolue chaque année.

Statut de votre conjoint

Si votre époux ou épouse ou partenaire de Pacs participe à votre activité (même de façon irrégulière), vous devez le signaler lors de votre déclaration d'activité (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23264>).

Formalité de création simplifiée

Vous devez faire une **déclaration de votre activité**. Cette déclaration permet de créer automatiquement votre auto-entreprise. Elle peut se faire en ligne ou sur place ou par courrier. Dans le cas d'une déclaration sur place ou par courrier, vous devez remplir un formulaire qui est différent selon si votre activité est commerciale et/artisanales ou libérale.

Une simple déclaration en ligne permet de **créer votre auto-entreprise**, soit auprès de l'Urssaf, soit auprès du guichet unique :

Gérer son activité d'auto-entrepreneur

Urssaf

Accéder au
service en ligne ↗
(<https://www.autoentrepreneur.urssaf.fr/portail/accueil/gerer-mon-auto-entreprise.html>)

Guichet-entreprises : guichet pour la création d'entreprise

Service Guichet entreprises

Accéder au
service en ligne ↗
(https://www.guichet-entreprises.fr/fr/demarches_en_ligne/formalites.html)

Vous pouvez déclarer votre activité d'auto-entrepreneur sur place en remplissant un formulaire ou en l'envoyant par courrier.

Micro-entrepreneur (auto-entrepreneur) : déclaration de début d'activité commerciale et/ou artisanale (PO CMB)

Cerfa n° 15253*06 - Ministère chargé de l'économie

Autre numéro : PO CMB micro-entrepreneur / PO

Accéder au
formulaire(pdf - 2.2 MB) ↗
(https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_15253.do)

🗨 Consulter la notice en ligne

- > Notice - Déclaration de début d'activité commerciale et/ou artisanale ↗ (<https://www.formulaires.service-public.fr/gf/getNotice.do?cerfaNotice=51934&cerfaFormulaire=15253>)
- > Notice annexe - RGPD ↗ (https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_52340.do)

Où s'adresser ?

- Centre de formalités des entreprises (CFE) ↗ (<https://www.insee.fr/fr/information/1972060>)

Déclaration de début d'activité libérale personne physique, exercée sous le régime micro-social (hors professions réglementées)

Cerfa n° 13821*07 - Ministère chargé de l'économie

Autre numéro : PO PL micro-entrepreneur

Accéder au
formulaire(pdf - 1.4 MB) ↗
(https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_13821.do)

📄 Consulter la notice en ligne

- [Notice - Déclaration de début d'activité d'auto-entrepreneur](https://www.formulaires.service-public.fr/gf/getNotice.do?cerfaNotice=51339&cerfaFormulaire=13821) ↗
- [Notice annexe - RGPD](https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_52340.do) ↗

- [Centre de formalités des entreprises \(CFE\)](https://www.insee.fr/fr/information/1972060) ↗

Impôts sur vos revenus

Conditions de chiffre d'affaires (CA) pour conserver votre statut

Le statut d'auto-entrepreneur est autorisé seulement si votre chiffre d'affaires (CA HT) annuel ne dépasse pas les seuils fixés.

2 seuils différents s'appliquent selon 2 différents types de bénéficiaires :

- Activités de commerce et d'hébergement
- Prestations de services et professions libérales non réglementées

Seuils sur les revenus de 2020

- Activités commerciales d'achat et de vente de marchandises, d'objets, de fournitures : seuil = 176 200 €
- Activités de restauration à emporter ou sur place : seuil = 176 200 €
- Activités de fabrication de produits (couture, bijoux...) : seuil = 176 200 €
- Prestations d'hébergement (hôtels, chambres d'hôtes, gîtes ruraux, meublés de tourisme) : seuil = 176 200 €
- Prestations de service et professions libérales relevant des BIC () ou des BNC () : seuil = 72 600 €

Seuils sur les revenus de 2021

- Activités commerciales d'achat et de vente de marchandises, d'objets, de fournitures : seuil = 176 200 €
- Activités de restauration à emporter ou sur place : seuil = 176 200 €
- Activités de fabrication de produits (couture, bijoux...) : seuil = 176 200 €
- Prestations d'hébergement (hôtels, chambres d'hôtes, gîtes ruraux, meublés de tourisme) : seuil = 176 200 €
- Prestations de service et professions libérales relevant des BIC () ou des BNC () : seuil = 72 600 €

Les seuils de CA sont calculés en fonction du temps d'exercice de l'activité sur une année.

Ce régime fiscal vous permet de ne pas facturer de TVA.

🔗 **À noter :** vous pouvez rester sous le statut d'auto-entrepreneur si vous dépassez ces seuils pendant 2 années consécutives, mais vous en sortez au-delà de 2 années de dépassement (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F32353>). De même, vous sortez du statut si votre CA est à zéro pendant 2 années consécutives.

Comptabilité simplifiée

Vous êtes dispensé de fournir un bilan comptable de votre activité. Vous devez seulement fournir la [liste des recettes et des achats](https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23266).

La [déclaration de CA](https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23257) est obligatoire. En cas de CA égal à zéro, il suffit d'inscrire « *Néant* » dans la case à remplir.

➡ **À savoir :** vous ne pouvez pas déduire les [charges professionnelles](https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31973) de votre chiffre d'affaires (frais de fournitures, repas, etc.), ni récupérer la TVA, ni *amortir* votre matériel.

Cotisations sociales

Vous ne payez pas de cotisation si votre chiffre d'affaires (CA) est égal à zéro.

Vous payez vos cotisations selon un [forfait proportionnellement à votre CA](https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23267).

Vous choisissez de déclarer mensuellement ou trimestriellement votre CA.

Vous êtes dispensé de payer et de facturer la TVA ([franchise en base de TVA \(https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F21746\)](https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F21746)).

Vous êtes **exonéré** des 2 cotisations suivantes :

- [Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises \(CVAE\) \(https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23546\)](https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23546)
- [Cotisation foncière des entreprises \(CFE\) \(https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23999\)](https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23999) uniquement pour votre 1^{ère} année d'activité (vous payez la CFE () les années suivantes)

Protection sociale

Vous bénéficiez des droits suivants :

- Remboursements de consultations médicales, de médicaments, d'arrêt maladie. Vous dépendez de la [CPAM \(\)](#).
- [Formation continue \(https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23459\)](https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23459)
- [Validation des trimestres de retraite \(https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23369\)](https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23369)
- [Assurance chômage \(https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23994\)](https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23994) en cas de cessation d'activité

Textes de loi et références

- Code de commerce : articles L123-1 à L123-9-1 [↗ \(https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000006178751/\)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000006178751/)
Dispense d'immatriculation au RCS
- Code général des impôts : article 50-0 [↗ \(https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000042159220/\)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000042159220/)
Régime fiscal des micro-entreprises
- Code général des impôts : articles 1600 à 1604 [↗ \(http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000029042655&idSectionTA=LEGISCTA000006162690&cidTexte=LEGITEXT000006069577\)](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000029042655&idSectionTA=LEGISCTA000006162690&cidTexte=LEGITEXT000006069577)
Taxe pour frais des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers
- Code de la sécurité sociale : articles L613-7 à L613-10 [↗ \(http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA0000037051840&cidTexte=LEGITEXT000006073189\)](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA0000037051840&cidTexte=LEGITEXT000006073189)
Régime micro-social
- Code général des impôts : articles 1586 ter à 1586 nonies [↗ \(https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGIARTI000036363846/2019-01-01/\)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGIARTI000036363846/2019-01-01/)
CVAE
- Décret n°2019-797 du 26 juillet 2019 relatif au régime d'assurance chômage [↗ \(https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038829574/\)](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038829574/)

Services en ligne et formulaires

- Calcul des cotisations sociales du micro-entrepreneur [↗ \(https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R21853\)](https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R21853)
Simulateur
- Demande d'immatriculation pour les commerçants et artisans auto-entrepreneurs déjà en activité [↗ \(https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R39317\)](https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R39317)
Formulaire

Pour en savoir plus

- Guide du micro-entrepreneur 2020 [↗ \(https://www.autoentrepreneur.urssaf.fr/portail/accueil/sinformer-sur-le-statut/guide-officiel.html\)](https://www.autoentrepreneur.urssaf.fr/portail/accueil/sinformer-sur-le-statut/guide-officiel.html)
Urssaf
- FAQ sur la micro-entreprise [↗ \(https://www.economie.gouv.fr/entreprises/devenir-micro-entrepreneur-auto-entrepreneur#quimicroentrepreneur\)](https://www.economie.gouv.fr/entreprises/devenir-micro-entrepreneur-auto-entrepreneur#quimicroentrepreneur)
Ministère chargé de l'économie
- Un micro-entrepreneur peut-il candidater à un marché public ? (PDF - 25.6 KB) [↗ \(http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/questions-reponses/mise-en-oeuvre-procedure/q3-2-candidature-auto-entrepreneur.pdf\)](http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/questions-reponses/mise-en-oeuvre-procedure/q3-2-candidature-auto-entrepreneur.pdf)
Ministère chargé des finances
- Pourquoi et comment quitter le régime de l'auto-entrepreneur ? [↗ \(http://www.afecreation.fr/pid10623/changer-de-regime.html\)](http://www.afecreation.fr/pid10623/changer-de-regime.html)
Bpifrance Création